

Trois informations importantes sur l'utilisation des chariots élévateurs dans l'entreprise

Vision, plaque de contrôle et nacelle de travail

Comment éviter les accidents lors de l'utilisation d'un chariot élévateur? A quoi faut-il prendre garde? Les rapports suivants émanent de la VSMR et ont été écrits par Manfred Eckert, chargé de sécurité dipl. féd., tandis que les photos de la SUVA et de la BGHM. Ils sont toutefois également applicables au sein des entreprises de notre secteur et ont été adaptés par l'USM.

1 Champ de vision limité

Ce film intitulé «TOP-Sicht – Was der Staplerfahrer sieht» (Vision TOP, ce que voit le conducteur d'un chariot élévateur) démontre clairement et en moins de six minutes à quel point le champ de vision du conducteur de chariot élévateur est limité, ainsi que le comportement que les collaborateurs de l'entreprise doivent adopter afin d'éviter les accidents. <https://www.youtube.com/watch?v=XQDGdR3QICQ>.

Dans l'entreprise, les chariots élévateurs empruntent souvent les mêmes

voies de circulation que les piétons. Il est par conséquent important que chacun sache ce que l'autre voit et ne voit pas. Si le champ de vision du piéton est généralement illimité, il n'en va pas de même pour le conducteur du chariot élévateur.

Sa vision est ainsi réduite par des angles morts qui lui imposent d'effectuer constamment des mouvements de la tête et limitée à quelques mètres seulement. La luminosité variable à l'intérieur et à l'extérieur de la halle a par ailleurs pour effet de retarder la perception du conducteur.

Son champ de vision est en effet considérablement limité par les structures telles que la cabine, le mât de levage, le filtre des gaz d'échappement, etc., mais surtout par la charge qu'il transporte!

- L'Association suisse de recyclage du fer, du métal et du papier (VSMR) représente les intérêts des entreprises de recyclage privées en Suisse. Elle s'engage en faveur d'une valorisation respectueuse de l'environnement et des ressources.
- SUVA Assurance-accidents suisse
- La BGHM est l'association professionnelle allemande de la filière bois et métal.



Die Sicht auf die Fahrbahn wird durch Aufbauten wie Kabine, Hubmast, Abgasfilter usw., insbesondere jedoch durch die transportierende Last erheblich eingeschränkt!



Drei wichtige Informationen über Gabelstapler im Betrieb

Sicht, Kontrollschild und Arbeitskorb

Wie können Unfälle im Umgang mit dem Gabelstapler vermieden werden, worauf muss man dabei achten? Die nachfolgenden Berichte stammen aus den monatlichen Berichten des VSMR und werden vom eidg. dipl. Sicherheitsfachmann Manfred Eckert geschrieben, sowie die Fotos von der SUVA und BGHM. Diese sind jedoch auch für die Betriebe in unserer Branche anwendbar und von der SMU angepasst worden.

- Der VSMR (Verband Stahl-, Metall- und Papier-Recycling Schweiz) als Branchenverband vertritt die Interessen der privaten Recycling-Betriebe der Schweiz. Er setzt sich für umwelt- und rohstoffschonende Wiederverwertung ein.
- SUVA Schweizerische Unfallversicherung
- BGHM ist die Berufsgenossenschaft Holz und Metall.

1 Eingeschränktes Sichtfeld

Unter dem Titel «TOP-SICHT – Was der Staplerfahrer sieht» wird in knapp sechs Minuten anschaulich gezeigt, wie eingeschränkt das Sichtfeld des Staplerfahrers ist und wie sich die Mitarbeiter im Betrieb richtig verhalten, damit es nicht zu Unfällen kommt <https://www.youtube.com/watch?v=XQDGdR3QICQ>.

Meist teilen sich Gabelstapler und Fussgänger den gleichen Verkehrsbereich im Betrieb. Dann ist es wichtig, dass jeder weiss, was der andere sieht und was nicht. Während der

Fussgänger normalerweise uneingeschränkte Sicht hat, sieht das beim Fahrer des Staplers anders aus.

Dadurch entstehen Bereiche, die der Fahrer nur durch ständige Kopfbewegungen einsehen kann, oder nicht einsehbare tote Winkel. Die Fahrbahn ist meist erst in einigen Metern Entfernung zu sehen. Hinzu kommt, dass aufgrund grosser Helligkeitsunterschiede in der Halle und im Freien die Wahrnehmung des Fahrers verzögert ist. Das Auge muss sich erst an die jeweilige Situation anpassen.

Die gegenüberliegende Seite ist beim Rückwärtsfahren nicht zu sehen.

En marche arrière, la partie opposée n'est pas visible !



L'œil doit d'abord s'adapter à la nouvelle situation.

Champ de vision limité en marche arrière

Si la charge masque le champ de vision du conducteur, ce dernier doit rouler en marche arrière. S'il regarde par-dessus son épaule, il dispose d'une bonne visibilité sur la zone indiquée en vert (photo), mais le côté opposé est en revanche totalement masqué. La zone de pivotement de la charge s'avère ainsi particulièrement critique. Les trajets en pente sont également dangereux, la charge devant toujours être positionnée sur le côté amont de la rampe afin d'éviter son glissement hors de la fourche. Lors de la dépose et de l'entrepo-

sage de charges, il convient de tenir compte des manœuvres en marche avant et arrière qui doivent être effectuées plusieurs fois pour positionner correctement la charge. L'arrière risque tout particulièrement de dévier sur le côté en cas de braquage au démarrage.

Une attention renforcée aux embranchements et aux croisements

Les conditions suivantes sont impératives pour prévenir tout accident entre les piétons et le chariot élévateur: les collaborateurs doivent être informés de ce que le conducteur du chariot élévateur voit ou ne voit pas pour des raisons techniques, et des risques qui en découlent. Une

attention soutenue est tout particulièrement requise dans les zones d'embranchement et de croisement, ainsi qu'en cas de marche arrière du chariot élévateur. Les collaborateurs doivent toujours rechercher un contact visuel avec le conducteur, ne pas se tenir à proximité du véhicule et garder une distance suffisante. Il convient par ailleurs de s'assurer que les voies de circulation sont dégagées et ne présentent aucun obstacle.

L'installation d'une lumière supplémentaire, de miroirs panoramiques, de signaux de recul acoustiques et de caméras de recul (photo) sur le chariot élévateur renforce la sécurité, le côté opposé n'étant pas visible en cas de marche arrière. □

2 Attention aux courses effectuées avec un chariot élévateur sans plaque de contrôle

Un collaborateur traverse le parking de votre entreprise avec un chariot élévateur et heurte le véhicule d'un visiteur. Le chariot élévateur circule sans plaque de contrôle ni permis de circulation. La question de savoir si l'assurance prendra en charge les dégâts se pose alors.

Si le parking est exclusivement réservé à un usage privé, signalé comme tel ou bloqué, la réponse est oui. Si le parking est en revanche classé comme «voie de circulation publique», la couverture de base de l'assurance responsabilité civile obligatoire peut ne pas s'appliquer et l'assurance responsabilité civile professionnelle ne prendra pas en charge le dommage non plus.

Il convient ainsi de noter qu'une «voie de circulation publique» (en l'occurrence le parking de l'entreprise) est considérée comme ouverte si elle est librement accessible à tous, que ce soit à bord d'un véhicule ou à pied, sans qu'aucun obstacle ne doive être franchi ou évité pour y pénétrer. La question du propriétaire du parking n'a aucune incidence. Si ce dernier est en revanche clôturé, fermé ou signalé par une interdiction générale d'accès et de circulation, il sera alors vraisemblablement considéré comme privé. Chaque cas particulier doit toujours être considéré en fonc-

Interne Kontrollnummer des Versicherers No de contrôle interne de l'assureur N. di controllo interno dell'assicuratore		Versicherungs-Nachweis für Unternehmungen Attestation d'assurance pour entreprises Attestato d'assicurazione per aziende	
Art. 27 VV OAV	Art. 32 VV OAV	Art. 33 VV OAV	Versicherung
Unternehmen des Motor- suggewerbes Entreprises de la branche automobile Aziende dell'industria del veicolo a motore Gültig ab / Valable dès / Valido dal	Strassenbaumaschinen Machines pour la construc- tion des routes Macchine per la costru- zione di strade Gültig ab / Valable dès / Valido dal	Werkinterner Verkehr auf öffentlichen Strassen Véhicules d'usine em- pruntant la voie publique Veicoli di fabbrica circo- lanti su strade pubbliche Gültig ab / Valable dès / Valido dal	Nähere Be- Designat Designaz
Art. 30 VV OAV	Rennen - Course de vitesse - Gara di velocità pro Ereignis per Evénement per Sinistro für Personen- und Sachschäden zusammen pour lésions corporelles et dégâts matériels ensemble per lesioni corporali o danni materiali insieme Gültig ab / Valable dès / Valido dal		bis jusqu'à al
Die auf Grund obiger Police abgeschlossene Versicherung entspricht den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 19. Dezember 1958 über den Strassenverkehr. L'assurance conclue sur la base de la police indiquée ci-dessus est conforme aux exigen- ces des dispositions de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière. L'assicurazione stipulata in base alla polizza sopra citata è conforme alle disposizioni della legge federale del 19 dicembre 1958 sulla circolazione stradale.			

Carte d'assurance selon art. 33 OAV



Eine Kamera senkt das Risiko beim Rückwärtsfahren erheblich!

Une caméra réduit les risques pour la conduite ne marche arrière!

Sichteinschränkung beim Rückwärtsfahren

Verdeckt die Last die Sicht des motorisierten Kollegen, muss er rückwärtsfahren. Wenn er dann über die Schulter blickt, ist zwar der grüne Bereich (Foto) für ihn einsehbar. Die gesamte gegenüberliegende Seite ist aber nicht zu beobachten. Besonders kritisch ist dann der Schwenkbereich der Last. Gefahrenstellen sind auch Gefällstrecken, da hier der Fahrer die Last immer bergseitig führen muss, damit sie nicht von der Gabel rutscht. Beim Abstellen und Einlagern von Lasten muss damit gerechnet werden, dass der Stapler mehrfach vor- und zurückfährt, um die Last richtig

zu positionieren. Besonders beim Anfahren mit eingeschlagener Lenkung kann das Heck seitlich ausschlagen.

Erhöhte Aufmerksamkeit in Einmündungs- und Kreuzungsbereichen

Das sollten die Mitarbeiter wissen und tun, damit Mensch und Gabelstapler unfallfrei miteinander auskommen: Sie müssen gut informiert sein, was der Gabelstaplerfahrer technisch bedingt sehen oder nicht sehen kann und welche Gefahren dadurch entstehen können. Die Aufmerksamkeit ist insbesondere für Einmündungs- und Kreuzungsbe-

reiche, sowie beim Rückwärtsfahren des Staplers sehr wichtig. Die Mitarbeiter sollten immer den Blickkontakt mit dem Fahrer suchen und sich nicht in unmittelbarer Nähe des Fahrzeuges aufhalten, sondern ausreichend Abstand halten. Es ist im Weiteren darauf zu achten, dass auf den Verkehrswegen nichts abgestellt ist und so zum gefährlichen Hindernis wird. Das Ausrüsten der Gabelstapler mit zusätzlichem Licht und Panoramaspiegeln, akustischen Rückfahrsignalen und Rückfahrkameras (Foto) erhöht die Sicherheit, denn die gegenüberliegende Seite ist beim Rückwärtsfahren nicht zu beobachten. □

2 Aufgepasst bei Staplerfahrten ohne Kontrollschild

Versicherungskarte zu Art. 33 VV

Ein Mitarbeiter überquert mit dem Stapler den Parkplatz des Unternehmens und stösst dabei mit dem Fahrzeug eines Besuchers zusammen. Der Stapler ist nicht immatrikuliert, fährt ohne Kontrollschild und hat keinen Fahrzeugausweis. Dabei stellt sich die Frage: Wird die Versicherung den Schaden bezahlen?

Ja, wenn der Parkplatz ausschliesslich und erkennbar dem privaten Gebrauch dient und abgesperrt oder entsprechend signalisiert ist. Wenn dieser allerdings als «öffentliche Verkehrsfläche» einzustufen ist, dann kann der Versicherungsschutz in der Grunddeckung der Haftpflichtversicherung verwehrt werden und die Betriebshaftpflicht kommt für den Schaden auch nicht auf.

Zu beachten ist daher: Eine «öffentliche Verkehrsfläche» (in diesem Fall also der firmeneigene Parkplatz) ist immer dann gegeben, wenn diese von jedermann ungehindert befahren oder begangen werden kann, ohne dass dazu ein Hindernis überquert oder beseitigt werden muss. Wer Eigentümer ist, spielt keine Rolle. Ist der Parkplatz hingegen umzäunt bzw. abgeschlossen oder mit einem allgemeinen Betretungs- und Fahrverbot belegt, würde dieses Areal eher nicht als «öffentlich» gelten. Beurteilt werden sollte immer der Einzelfall unter Berücksichtigung der konkreten Umstände.

Auf öffentlichen Strassen dürfen Motorfahrzeuge, was beim Stapler zutrifft, grundsätzlich nur mit Kontroll-

en und Veranstaltungen s et manifestations e manifestazioni	Polizza No. Polizza
ganahmer – Preneur d'assurance – Contraente	
bezeichnung des Unternehmens (Werkes) oder der Veranstaltung on plus précise de l'entreprise (usine) ou de la manifestation one più precisa dell'azienda (officina) o della manifestazione	
Ort und Datum Lieu et date Luogo e data	

tion des circonstances concrètes. Une plaque de contrôle et un permis de circulation sont requis pour permettre aux véhicules motorisés, et donc aux chariots élévateurs, de circuler sur les voies publiques. Le service des automobiles est toutefois autorisé, conformément à l'art. 33 de l'Ordonnance sur l'assurance des véhicules (OAV), à libérer une entreprise de cette obligation. Les conditions sont les suivantes: le détenteur du véhicule doit, conformément à la loi sur la circulation routière, être titulaire d'une assurance responsabilité civile: «trafic interne d'une entreprise». Cette option s'applique lorsqu'une voie ou une route publique doit être empruntée pour rejoindre certaines parties d'une entreprise, situées à proximité. Ceci vaut généralement uniquement pour les tronçons courts.

Que faire pour obtenir une telle dérogation?

- Une demande écrite doit être envoyée au service des automobiles. Une lettre dans laquelle vous exposez les raisons pour lesquelles le chariot élévateur empruntera la voie publique sans plaque de contrôle est généralement suffi-

sante. Un plan de situation présentant un dessin du trajet doit en règle générale être joint à la demande. Les données techniques du véhicule doivent par ailleurs être communiquées à l'autorité cantonale.

- La carte grise doit également être jointe à l'assurance; cette dernière confirme que le véhicule est assuré en responsabilité civile, conformément à la LCR. Cette démarche peut s'appliquer à plusieurs véhicules. Il convient préalablement de se renseigner plus en détail auprès de l'autorité cantonale compétente.
- Après réception des documents mentionnés, le service des automobiles se rendra sur place pour évaluer le trajet prévu et contrôler la sécurité de fonctionnement du/ des véhicule(s) utilisé(s) ainsi que la conformité aux exigences techniques (vitesse maximale). Il déterminera également la catégorie de permis de conduire. Cette dérogation est limitée dans le temps dans certains cantons.
- Au préalable, il convient impérativement de s'assurer que l'assurance prévoit une couverture supplémentaire pour les trajets sur les voies publiques. □

3 Nacelle de chariot élévateur interdite depuis 2009

L'utilisation d'un chariot élévateur et de dispositifs improvisés tels que les palettes, paloxes ou autres équipements «maison» pour travailler en hauteur augmente le risque d'accident. Les accidents graves qui en découlent, dont certains s'avèrent mortels, sont très fréquents. De nombreuses entreprises sont ainsi équipées de nacelles utilisées avec le chariot élévateur pour le levage de personnes. Cette solution n'est plus conforme aux exigences de sécurité fondamentales; dans un communiqué, la SUVA a clairement indiqué que les nacelles sont strictement interdites. Depuis le 1er janvier 2009, leur utilisation n'est plus autorisée que sous réserve d'une dérogation directement délivrée par la SUVA au nom de l'exploitant. La SUVA réserve uniquement ces dérogations aux travaux occasionnels et de faible enver-

sure; l'exploitant doit par ailleurs satisfaire à une liste d'exigences très précises. Les dérogations globales telles que celles délivrées par le fabricant de nacelles ne sont plus conformes aux prescriptions légales (sécurité au travail, protection de la santé). Les entreprises doivent s'assurer que le levage de personnes ne s'effectue qu'avec des équipements sûrs et spécialement conçus à cet effet. Il peut s'agir de plates-formes élévatrices mobiles de personnel ou de nacelles de travail conçues avec les chariots élévateurs comme des équipements de levage complets. Le mieux est d'utiliser des dispositifs fixes tels que les plates-formes de travail, plutôt que des équipements mobiles. ■

*Manfred Eckert, chargé de sécurité dipl.féd.,
texte remanié par Stefan Marti*



Le lien suivant du site Internet de la SUVA présente de plus amples détails sur l'interdiction d'utiliser des nacelles de travail et sur les dispositifs de remplacement possibles.

<http://www.suva.ch/startseite-suva/praevention-suva/arbeits-suva/gefahren-filter-suva/mechanische-gefahren/mg-stapler/hochheben-personen-arbeitskorb-suva/filter-detail-suva.htm>

schildern und Fahrzeugausweis verkehren. Allerdings kann das Strassenverkehrsamt einen Betrieb von dieser Verpflichtung nach Art. 33 Verkehrsversicherungsverordnung (VVV) befreien. Die Voraussetzungen sind: Der Halter muss nach Massgabe des Strassenverkehrsgesetzes gegen die Haftpflicht versichert sein: «Werkinterner Verkehr». Diese Möglichkeit besteht für den Einsatz zwischen benachbarten Teilen des Betriebes, wenn eine öffentliche Verkehrsfläche oder Strasse benützt werden muss. Dabei steht in der Regel nur eine kurze Strassenstrecke zur Diskussion.

Was ist zu tun, um eine derartige Sonderbewilligung zu erhalten?

– Es muss beim Strassenverkehrsamt ein schriftliches Gesuch ein-

gereicht werden. Oft reicht ein Brief, in dem kurz begründet wird, warum der Stapler auf öffentlicher Verkehrsfläche ohne Kontrollschild verwenden wird. In der Regel ist diesem Gesuch ein Situationsplan mit eingezeichneter Fahrstrecke beizulegen. Des Weiteren benötigt die Behörde technische Unterlagen zum Fahrzeug.

- Zusätzlich ist die graue Versicherungskarte der Versicherung beizufügen, mit welcher bestätigt wird, dass das Fahrzeug gemäss SVG gegen Haftpflicht versichert ist. Dabei kann es sich auch um mehrere Fahrzeuge handeln. Nähere Einzelheiten sollten vorab mit Ihrer Behörde abgesprochen werden.
- Nach Eingang der erwähnten Unterlagen besichtigt das Strassenverkehrsamt die vorgesehene

Fahrstrecke und das oder die eingesetzten Fahrzeuge auf die Betriebssicherheit und die Übereinstimmung mit den technischen Anforderungen (Höchstgeschwindigkeit). Dabei setzt das Amt auch die Kategorie des Führerausweises fest. Die Sonderbewilligung ist in einigen Kantonen befristet.

- Vorgängig muss die Versicherung überprüft werden, ob diese eine Zusatzdeckung für Fahrten auf öffentlichen Strassen enthält. □

3 Stapler-Arbeitskorb: seit 2009 grundsätzlich verboten

Wer sich mit einem Gabelstapler und behelfsmässigen Mitteln wie Paletten, Paloxen oder selbst gebauten Einrichtungen für Arbeitseinsätze in die Höhe heben lässt, geht ein hohes Unfallrisiko ein. Immer wieder kommt es in diesem Zusammenhang zu schweren Unfällen, zum Teil mit tödlichem Ausgang. Viele Betriebe verfügen deshalb über Arbeitskörbe, die mit dem Gabelstapler für das Hochheben von Personen eingesetzt werden. Diese Lösung entspricht den grundlegenden Sicherheitsforderungen nicht mehr und die Suva hat in einer Mitteilung deutlich gemacht, dass diese grundsätzlich verboten sind. Ihre Verwendung ist seit 1. Januar 2009 nur noch zulässig, wenn eine Ausnahmegewilligung vorliegt, die von der Suva direkt auf den Namen des Betreibers ausgestellt wurde. Die Suva gewährt solche Ausnahmegewilligungen nur für seltene Arbeiten von geringem Umfang und wenn der Betreiber einen genau definierten Anforderungskatalog erfüllt. Pauschale Ausnahmegewilligungen, die vom

Arbeitskorbhersteller ausgehändigt werden, lassen sich mit den gesetzlichen Bestimmungen nicht mehr vereinbaren (Arbeitssicherheit, Gesundheitsschutz). In den Betrieben ist sicherzustellen, dass für das Hochheben von Personen nur sichere, speziell für diesen Einsatz gebaute Arbeitsmittel verwendet werden. Dies können Hubarbeitsbühnen sein oder Arbeitskörbe, die als voll integriertes Anbaugerät konzipiert sind. Noch besser ist es, wenn anstelle von mobilen Arbeitsmitteln fest installierte Einrichtungen zum Einsatz kommen, z. B. Arbeitspodeste. ■

Manfred Eckert, eidg. dipl. Sicherheitsfachmann, Metallum Services AG, Überarbeitung SMU Stefan Marti



Im nebenstehenden Link auf der Website der Suva werden nähere Einzelheiten des zukünftigen Verbotes des Staplerkorb-Einsatzes und zu den alternativen Arbeitsmitteln aufgezeigt.

<http://www.suva.ch/startseite-suva/praevention-suva/arbeit-suva/gefahren-filter-suva/mechanische-gefahren/mg-stapler/hochheben-personen-arbeitskorb-suva/filter-detail-suva.htm>

Enquête sur les fournisseurs de tracteurs / satisfaction des distributeurs

L'enquête sur la satisfaction des distributeurs représente depuis 2008 une composante essentielle des travaux de notre association. Cette dernière est réalisée en collaboration avec l'union européenne des marchands de machines agricoles (CLIMMAR). La participation de presque tous les partenaires CLIMMAR a permis de faire évoluer les choses, même si les différents distributeurs n'en sentent pas immédiatement les effets. Cette enquête est largement soutenue par les associations professionnelles allemandes et françaises par le biais d'entretiens directs avec les fabricants de tracteurs. Ces négociations profitent à tous les distributeurs européens.

775 questionnaires ont été envoyés. Le taux de réponse a malheureusement été plutôt modeste. Nous remercions chaleureusement tous les participants qui ont rempli le questionnaire. Pour certaines marques, nous avons reçu trop peu de réponses pour qu'une évaluation représentative spécifique à la marque puisse être réalisée. Nous avons également remarqué que certains importateurs disposant de leurs propres filiales ont fait remplir le formulaire par ces dernières.

Les réponses reçues ne constituent par conséquent pas un reflet fidèle à la réalité de la situation. Le compte rendu qui en découlerait risquerait au contraire, en raison du faible taux de réponses, de présenter certains importateurs sous un jour trop beau ou trop défavorable. Nous avons discuté avec certains importateurs des retours qui les concernent.

En raison du faible taux de retours, la question de la justification, du point de vue du rendement, du travail coûteux et très chronophage qu'impliquent les prochaines enquêtes sera débattue lors de la réunion des présidents de la branche de mars 2015. ■

*Beat Stierli,
directeur de l'Association professionnelle
technique agricole*



Umfrage Traktorenlieferanten / Händlerzufriedenheit

Seit 2008 bildet die Umfrage über die Händlerzufriedenheit einen festen Bestandteil der Arbeiten unseres Verbandes. Sie wird in Zusammenarbeit mit der Europäischen Vereinigung der Landmaschinenhändler (CLIMMAR) durchgeführt. Dank dem Mitwirken von fast allen CLIMMAR-Partnern konnte bei den Herstellern einiges bewogen werden, auch wenn dies für den einzelnen Händler nicht sofort erkennbar ist. Diese Umfrage unterstützt die Berufsverbände aus Deutschland und Frankreich sehr bei den direkten Gesprächen mit den Traktorenherstellern. Von diesen Verhandlungen profitieren alle europäischen Händler.

775 Fragebogen wurden verschickt. Leider war die Rücklaufquote eher bescheiden. Wir bedanken uns bei allen Mitgliedern, welche den Fragebogen ausfüllten, ganz herzlich. Von einzelnen Marken erhielten wir so wenige Antworten, dass eine repräsentative, markenspezifische Auswertung nicht möglich ist. Es ist auch aufgefallen, dass die Umfrage bei einzelnen Importeuren mit eigenen Filialen von diesen selbst ausgefüllt wurde.

Aufgrund der eingegangenen Antworten ist deshalb eine realitätsgerechte Wiedergabe der Situation nicht möglich. Vielmehr würde dies zu einer Berichterstattung führen, bei der einzelne Importeure aufgrund von wenigen Rückmeldungen zu gut oder zu schlecht dargestellt würden. Mit einzelnen Importeuren haben wir die für sie relevanten Rückmeldungen besprochen.

Aufgrund des bescheidenen Rücklaufs wird an der Fachpräsidententagung im März 2015 thematisiert, ob die zeit- und kostenintensive Arbeit für künftige Erhebungen, gemessen am Ertrag, noch gerechtfertigt ist. ■

*Beat Stierli,
Leiter Fachverband Landtechnik*

www.agropool.ch

Agropool ist die grösste und erfolgreichste Schweizer-Onlinebörse für neue und gebrauchte Maschinen und Zubehör für die Landwirtschaft, Bauwirtschaft, Kommunalwesen.

Agropool est la première bourse en ligne de machines et accessoires neufs et d'occasion dans les domaines de l'agriculture et de la construction, à l'échelon communal.



Schweizer Agrarmedien GmbH
Dammweg 3, 3000 Bern 25, Tel. 031 958 33 37

Ihr Spezialist für
Agro, Industrie und Umrüstungen

Reifen  **Rutschmann & Co.**

Räder

Achsen

Zubehör

Rutschmann & Co.

CH-8564 Wäldi TG

Tel. 071 657 17 66

Fax. 071 657 16 85

18^e examen professionnel supérieur

pour chef d'atelier en machines agricoles, en machines de chantier ou d'appareils à moteur 2015

Conformément à la loi fédérale sur la formation professionnelle et au règlement d'examen approuvé par le Département fédéral de l'économie le 19 décembre 1995, le 18^e examen professionnel supérieur (EPS) aura lieu du 12 au 28 août 2015 en cas d'inscriptions suffisantes. Le lieu de l'examen est le centre de formation de l'Union Suisse du Métal, à Aarberg.

Conditions d'admission

L'inscription à l'examen se fait par écrit à l'aide d'un formulaire qui peut être commandé auprès du secrétariat de l'Union Suisse du Métal à l'adresse suivante:

Union Suisse du Métal
EPS MMA, MMC, MAM
À l'attention de Thomas Jäggi
Chräjeninsel 2
3270 Aarberg

À l'inscription envoyée dans les délais impartis, doivent être joints:

- un résumé de vos quatre années de pratique professionnelle
- une copie du brevet fédéral de chef d'atelier en machines agricoles, en machines de chantier ou en appareils à moteur
- une copie de la carte AVS

Par son inscription, le candidat accepte le règlement de l'examen. Il spécifie sa langue d'examen.

Est autorisé à participer à l'examen, celui qui a versé la taxe d'examen dans les délais impartis.

Coûts

Les montants suivants sont prélevés pour les examens:

Examen prof. supérieur (EPS)

Taxe d'examen	Fr. 2'450.00
Coûts du matériel	Fr. 290.00
Coût du diplôme	Fr. 50.00
Total	Fr. 2'790.00

Remarques

Les informations détaillées concernant l'examen professionnel supérieur peuvent être consultées dans le règlement. Celui-ci peut être commandé auprès de:

Union Suisse du Métal, Édition, Seestrasse 105, Case postale, 8027 Zurich, Tél. 044 285 77 77

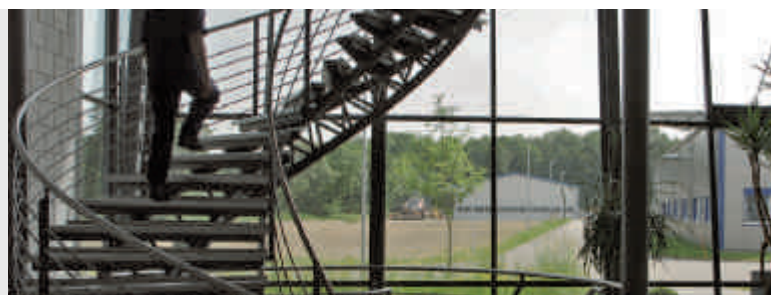
ou peuvent être téléchargés sur www.smu.ch > technique agricole > formation professionnelle

Tous les documents doivent être envoyés sous forme de photocopies au format A4. Ils restent en la possession de la commission d'examen.

Date limite d'inscription:
13. février 2015

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au secrétariat à Aarberg (T. Jäggi):

Tél. 032 391 99 44
 Fax 032 391 99 45



18. Höhere Fachprüfung

für Landmaschinen-, Baumaschinen- und Motorgerätewerkstattleiter 2015

In Ausführung des Bundesgesetzes über die Berufsbildung sowie des vom eidg. Volkswirtschaftsdepartement am 19. Dezember 1995 genehmigten Prüfungsreglementes wird die 18. Höhere Fachprüfung (HFP) bei genügender Teilnehmerzahl in der Zeit vom 12. – 28. August 2015 durchgeführt. Der Prüfungsort ist das Bildungszentrum der Schweizerischen Metall-Union in Aarberg.

Zulassungsbedingungen

Die Anmeldung zur Prüfung ist schriftlich auf einem beim Sekretariat der Schweizerischen Metall-Union erhältlichen Formular an folgende Adresse einzureichen:

Schweizerische Metall-Union
HFP LM, BM, MM
z.H. Thomas Jäggi
Chräjeninsel 2
3270 Aarberg

Der fristgerecht eingereichten Anmeldung sind beizufügen:

- eine Zusammenstellung über die berufliche vierjährige Praxis
- Kopie des eidg. Fachausweises für Landmaschinen-, Baumaschinen-, oder Motorgeräte-Werkstattleiter.
- Kopie des AHV-Ausweises

Mit der Anmeldung anerkennt der Bewerber das Prüfungsreglement. Er gibt die Prüfungssprache an.

Zur Prüfung wird zugelassen, wer die Prüfungsgebühr fristgerecht einbezahlt hat.

Kosten

Für die Prüfungen werden folgende Beträge erhoben:

Höhere Fachprüfung (HFP)

Prüfungsgebühr	Fr. 2'450.00
Materialkosten	Fr. 290.00
Diplomkosten	Fr. 50.00
Total	Fr. 2'790.00

Hinweise

Die detaillierten Angaben über die Höhere Fachprüfung entnehmen Sie dem Reglement. Dieses kann bestellt werden bei:

Schweizerische Metall-Union,

Verlag, Seestr. 105, Postfach, 8027 Zürich, Tel. 044 285 77 77

oder per Download ab www.smu.ch > Landtechnik > Berufsbildung

Alle Unterlagen sind als Fotokopien im A4-Format einzureichen. Sie bleiben im Besitz der Prüfungskommission.

Anmeldeschluss:
13. Februar 2015

Weitere Auskünfte erteilt das Sekretariat in Aarberg (T. Jäggi):
 Tel. 032 391 99 44
 Fax 032 391 99 45